

Devlop

Le Journal de Louvain Coopération

VOIX DE FEMMES,

FORCES DE CHANGEMENT

Le leadership économique des femmes, une émancipation inachevée

Par le passé, des figures comme Olympe de Gouges, avec sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne en 1791, ont jeté les bases des revendications féministes modernes pour l'égalité civile et économique. Des siècles plus tard, l'acquisition et le respect des droits fondamentaux des femmes en matière d'indépendance économique restent une bataille inachevée à travers le monde. Chez Louvain Coopération, notre engagement en faveur du leadership économique féminin part de ce constat : l'égalité réelle ne pourra advenir sans déconstruire les stéréotypes et les barrières domestiques qui freinent l'émancipation des femmes, et sans transformer les structures de soutien ou le partage des tâches vers plus d'équité.

En RDC, avec l'**Observatoire de recherche sur l'Entrepreneuriat Féminin Durable Pour Elles**, nous œuvrons à identifier et dépasser les freins socioculturels limitant l'entrepreneuriat féminin. Nos programmes d'amélioration de l'indépendance financière des femmes de pêcheurs à Madagascar et d'entrepreneuriat féminin au Sud-Kivu visent à redonner du pouvoir d'agir à celles que les structures économiques traditionnelles

marginalisent. Lorsque nous soutenons l'**inclusion socio-professionnelle des filles-mères en Haïti**, nous prenons en compte le fait que, derrière l'accession des femmes à des rôles de leadership, se cache une réalité souvent occultée : la double peine que subissent nombre de femmes, cumulant emploi rémunéré et travail domestique, frein majeur à leur émancipation économique.

En Belgique également, comment réconcilier l'épanouissement personnel et professionnel des femmes sans les enfermer dans une spirale d'épuisement ? Notre travail, ici comme ailleurs, ne serait-il pas tout simplement de contribuer à une réévaluation de la place de l'humain dans nos économies afin de refonder notre contrat social ? Il s'agit en tout cas de questions centrales chez Louvain Coopération, qui animent notre travail et nos réflexions. Et nous sommes heureux de vous les partager dans les pages qui suivent.

Sandrine Laroche
Chargée de suivi de projets
Maman de Luka (3 ans) et Axel (1 an)



MADAGASCAR, HAÏTI, KINSHASA

CES FEMMES
ACTRICES DE CHANGEMENT

4-5



BELGIQUE

ENTRETIEN AVEC
FRANÇOISE SMETS,
RECTRICE
DE L'UCLouvain

10



RDC, BÉNIN, BURUNDI

AMÉLIORER LA SANTÉ
ET LA PLACE DES FEMMES

6-7



Devlop'

Le journal de Louvain Coopération [N°21- SEPTEMBRE 2025]

Avenue de Cîteaux 114
1348 Louvain-la-Neuve
tél: +32 010 390 300
info@louvaincooperation.org
www.louvaincooperation.org
TVA: BE 0422 717 486

Editeur resp. : Louvain Coopération
Rédaction : C. Baggio, Z. Faraj,
S. Laroche, E. Stainier.
Crédits photos : I. Corthier, P. Crooker,
M. Devreux, Focus Multimédia, E. Stainier.



Nous vivons sur une planète dont les ressources sont limitées. Pour cette raison toutes les publications de Louvain Coopération sont imprimées sur du papier pefc (programme européen de gestion durable des forêts) avec des encres végétales.

Droits des femmes : une route semée d'embûches

Cette année marque le trentième anniversaire de la Déclaration de Pékin, un programme ambitieux et un engagement mondial en faveur des droits des femmes et des filles. Depuis lors, ces derniers se sont améliorés dans plusieurs domaines, mais la route est encore longue et, aujourd'hui plus que jamais, semée d'embûches.

Il y a trente ans, en septembre 1995, 189 gouvernements signaient la Déclaration et le Programme d'action de Pékin, un engagement historique et mondial en faveur des droits des femmes et des filles. Participation politique, emploi, justice, éradication de la violence, santé... Douze domaines d'action clés étaient visés, chacun accompagné d'objectifs précis et de mesures concrètes pour les atteindre.

Des avancées notables

Trois décennies plus tard, l'heure est au bilan et certes, des avancées non négligeables ont été réalisées. Dans son rapport intitulé « Le point sur le droit des femmes, 30 ans après Beijing », ONU Femmes observe que, globalement, la parité est atteinte dans l'éducation des filles et la mortalité maternelle a chuté d'un tiers. La représentation des femmes au sein des parlements a plus que doublé et les pays continuent d'abroger les lois discriminatoires. Le constat global est qu'un meilleur respect des droits des femmes impacte positivement les économies des États.

Conflits et autoritarisme

Des progrès sont là, oui, mais les cris de victoire ne sont pas de mise, loin de là. Ces dernières années, les innombrables crises économiques, climatiques et politiques mettent à mal et détricotent les avancées obtenues pour les femmes et les filles. La montée des extrémismes observée un peu partout à travers le monde va de pair avec celle de la misogynie, les femmes et leurs droits étant généralement les premières victimes de ce genre de régimes.

La multiplication des conflits armés est une autre grande source d'inquiétude. Selon ONU Femmes, au cours des 10 dernières années, une augmentation de 50 % du nombre de femmes vivant en situation de conflit a été observée à l'échelle mondiale. Les violences intrafamiliales ou encore la fracture numérique et les stéréotypes véhiculés par les réseaux sociaux sont autant d'autres éléments qui poussent Louvain Coopération à placer les femmes au cœur de ses actions et efforts.

SUD-KIVU

Les femmes et les enfants payent le prix fort

Les exemples d'annihilation des droits des femmes en temps de conflit ne manquent pas. Au Sud-Kivu, elle se concrétise dramatiquement depuis son invasion, en février dernier, par les milices du M23, soutenues par le Rwanda. « Depuis 30 ans environ, nous faisons face à un phénomène de violences sexuelles », déplore Miracle Zawadi, psychologue clinicienne et coordinatrice de CAMPS, notre partenaire. « On y a beaucoup travaillé et il y avait une régression significative des cas ces dernières années. Mais, aujourd'hui, on assiste à une très forte recrudescence, et pas seulement dans les territoires occupés par le M23, c'est partout. Ils visent particulièrement les plus faibles : les femmes, les jeunes filles et les jeunes enfants. On cherche à faire le plus mal possible, à briser. Il y a ainsi régulièrement des viols d'enfants devant leur père. »

Des chiffres partiels

Une autre personne active auprès des victimes dresse le même constat. « Katana constitue une zone d'accueil de déplacés qui viennent de Kalehe, Goma, Minova... Ils sont très nombreux et

particulièrement vulnérables car sans ressources. Nous recevons de nombreux cas de viols. 168 depuis février. C'est un chiffre non négligeable, qui en cache certainement beaucoup d'autres car, bien souvent, les victimes ne se déclarent pas. La police et la justice ne fonctionnent pas donc, à quoi bon ? Certaines familles évitent aussi d'amener leur fille à l'hôpital de peur qu'elle soit stigmatisée. » Selon l'ONU, 10.000 victimes ont été recensées dans le pays en janvier et février et près de la moitié sont des enfants.

« On vit la peur au ventre »

En tant que psychologue, Miracle Zawadi écoute de nombreuses victimes et constate les dégâts psychologiques. « On observe très souvent de la culpabilité. Dans les situations où l'on ne contrôle pas grand-chose, on s'en veut de son impuissance, de ne pas avoir pu éviter, fuir, se cacher, crier plus fort, être un garçon plutôt qu'une fille... Il y a aussi une espèce de résignation, ils disent : ce viol est la seule chose qui m'a évité de me faire tuer. C'est mieux que la mort. On accepte, à un certain niveau. »

Outre les victimes, l'ensemble de la population est dans une situation de stress très important. Toutes les activités de la vie quotidienne en sont impactées. « Les gens vivent avec la peur au ventre. On a vu des parents qui ont refusé que l'on touche à leur fille se faire exécuter. La menace est persistante. » Nos partenaires, chargés notamment d'écouter les victimes, sont également en danger. Et la crainte des dénonciations pousse les auteurs à menacer les familles de représailles si elles parlent.

Un sentiment d'abandon

Aujourd'hui, l'espoir d'une intervention de la communauté internationale semble être éteint. « La population du Sud-Kivu a compris qu'elle était abandonnée à son triste sort », nous dit-on. Et le départ de plusieurs ONG de cette zone n'a fait qu'accentuer ce sentiment. Malgré ce contexte très difficile, nous avons fait le choix de rester auprès de la population, des organisations de la société civile et des structures de santé, notamment pour soutenir le travail colossal à mener en termes de santé mentale.



L'alphabétisation : un levier d'émancipation et d'autonomie pour les femmes

Comment être autonome et s'émanciper lorsque l'on ne sait ni lire, ni écrire ? Comment gérer une activité économique sans connaître les nombres ? Des millions de femmes à travers le monde se heurtent quotidiennement à ces questions, et à cette réponse : c'est malheureusement très compliqué, voire impossible.

Dans les pays où nous travaillons, le taux d'analphabétisme des femmes varie de 24 à 64 % (voir tableau). Soit, au mieux, une femme sur quatre privée de l'usage des chiffres et des lettres. L'alphabétisation est aujourd'hui incontournable pour améliorer la place, le leadership, l'autonomie financière mais aussi la santé des femmes par des messages de prévention.

Nos partenaires mettent donc en place des cours d'alphabétisation pour adultes dans 5 pays : Bénin, Burundi, Madagascar, RDC et Togo. Si l'organisation varie légèrement en fonction des contextes, il s'agit toujours de groupes d'une vingtaine d'adultes, en grande majorité des femmes, qui se réunissent 2 à 3 fois par semaine dans une classe, accompagnés d'une ou un alphabétiseur. Plusieurs niveaux d'apprentissage sont visés, ainsi que les diplômes qui y sont liés.

Entrepreneuriat et leadership en ligne de mire

Si l'alphabétisation des femmes est un objectif en soi, notre démarche intégrée nous pousse à l'envisager comme le maillon d'un système plus large, comme un moyen d'acquérir la capacité d'entreprendre et d'améliorer ses revenus, son statut, sa place dans la société. L'apprentissage est donc construit autour de différents métiers et des termes nécessaires pour entreprendre. Marceline Nijimbere est alphabétiseuse dans la province de Makamba, au Burundi. Elle explique : « Lorsque les femmes maîtrisent la lecture et l'écriture, elles accèdent à des crédits et peuvent se lancer dans des activités commerciales. Les cours d'alphabétisation leur enseignent notamment la gestion des comptes et les mesures. Elles améliorent leur statut social et leur estime de soi, tout en leur ouvrant des possibilités de

leadership communautaire. L'alphabétisation influence aussi positivement la scolarisation et l'avenir de leurs enfants, contribuant ainsi à briser le cycle de la pauvreté. »

Par ailleurs, la méthodologie Reflect (Regenerated Freirean Literacy through Community Techniques) est mise en œuvre. Elle lie l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à la réflexion collective sur les réalités sociales, politiques et économiques des apprenants. Cette approche est particulièrement efficace pour la réduction des inégalités entre hommes et femmes car elle encourage un dialogue inclusif sur les rôles de genre, permettant aux femmes de s'exprimer librement et de prendre part aux décisions qui les concernent.

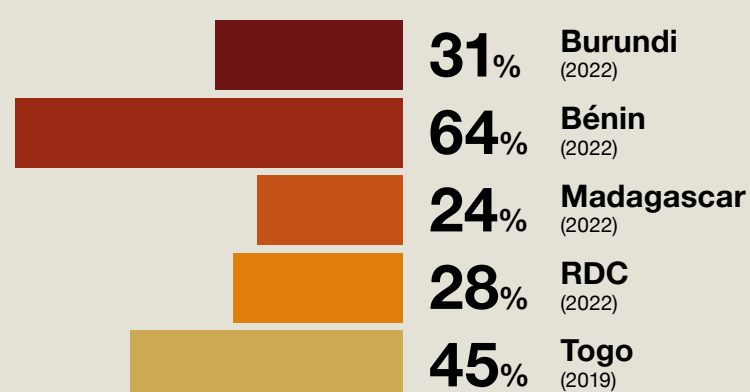
L'exemple de l'Afrique de l'Ouest

Dans certains cas, les cours d'alphabétisation sont organisés directement au sein de coopératives. L'objectif est d'améliorer les capacités de gestion

de leurs membres, mais aussi de permettre aux femmes d'accéder à des postes clés au sein des coopératives. C'est le cas au Bénin, où ils sont liés à l'activité de transformation du manioc en gari et tapioca. Au sein de ces coopératives, 230 travailleurs, dont plus de 70% de femmes, ont choisi d'apprendre à lire et écrire. Ces coopératives sont par ailleurs soutenues pour augmenter le rendement de leurs activités.

Au Togo, des cours sont organisés avec 14 coopératives, notamment d'étuvage du riz. En tout, ce sont 300 apprenants, dont plus de 80% de femmes, issus de ces coopératives qui bénéficient de cours d'alphabétisation. Outre les cours en tant que tels, plusieurs activités sont mises en place pour encourager l'apprentissage : des bibliothèques, des concours d'écriture, de lecture et de calcul. Aussi, des clubs d'écoute communautaires permettent de stimuler les discussions et l'apprentissage autour de thématiques comme le genre, les droits humains ou encore les pratiques agricoles et alimentaires.

POURCENTAGE DE FEMMES ANALPHABÈTES*



(*) Source : Banque Mondiale



MADAGASCAR

L'autonomie au cœur des communautés de pêche

À Madagascar, nous œuvrons pour améliorer les revenus et les conditions de vie des familles de pêcheurs. Si les hommes partent généralement en mer, les femmes jouent un rôle central dans la conservation, la transformation et le conditionnement des poissons, crevettes et autres crustacés. Grâce à notre accompagnement, une centaine de femmes issues de coopératives ont suivi des formations pour perfectionner ces savoir-faire. De plus, trois points de collecte des produits de pêche ont été installés et équipés de réfrigérateurs à énergie solaire. Ces changements permettent aux femmes de vendre le poisson plus loin et à meilleur prix.

Pour être aidées dans ces activités de vente, les femmes qui le souhaitent peuvent aussi suivre des cours d'alphabétisation. Elles étaient 155 en 2024. Certaines rejoignent également un Groupement d'Épargne Solidaire, dispositif qui facilite l'épargne collective et l'accès à de petits crédits pour développer une activité économique.

Ces actions, combinées, offrent aux femmes un revenu propre et un meilleur statut dans leur ménage et leur communauté.

HAÏTI

Former et unir les jeunes femmes pour briser le cycle de la pauvreté

En Haïti, près de 30% des femmes ont eu leur premier enfant avant 20 ans, une partie d'entre elles se retrouvent seules et sans ressources et 34% déclarent subir des violences conjugales (UNFPA). Plusieurs facteurs sont en cause : un contexte de chaos politique et de violences, l'absence d'éducation sexuelle au sein des écoles, le tabou autour de la sexualité mais, surtout, une masculinité toxique qui gagne du terrain ces dernières années par la banalisation de normes qui légitiment la domination masculine amplifiée dans cette situation de crise et d'insécurité. Cela augmente le risque de rapports non consentis, d'« échanges » sexuels sous contrainte économique, et d'un premier rapport non protégé— tous des facteurs favorisant les grossesses non planifiées. La plupart du temps, ces jeunes et très jeunes mères n'ont ni diplôme, ni activité économique durable, ce qui les rend particulièrement vulnérables.

Pour briser le cercle de l'isolement et de la pauvreté, nous travaillons avec notre partenaire RE-SEDH aux côtés d'associations de femmes qui leur offrent un espace sécurisant de regroupement et de solidarité. Elles participent alors à des

activités sur les droits des femmes, notamment la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, l'égalité des genres, la prévention des grossesses précoces et du VIH/SIDA. Elles ont également accès à différentes formations. En 2024, vingt jeunes femmes membres ont acquis de solides compétences en matière de conception et gestion de projets. Elles sont désormais capables de définir un projet, d'en identifier les objectifs, de rédiger un budget détaillé et de présenter leur projet selon les standards requis.

Osselita, 22 ans et mère célibataire, vient de terminer sa formation professionnelle en cosmétologie moderne, une filière d'art. « Avant, les gens de la communauté, surtout les garçons, me voyaient comme une parasite. Mais, au cours de l'apprentissage, en voyant nos devoirs (travaux manuels), ils ont commencé à nous féliciter. Mes camarades et moi avons trouvé plusieurs personnes qui nous sollicitent pour des jobs. Cette filière de formation m'aide à prendre soin de ma fille et de moi-même et à acquérir plus de respect de la part des hommes. Mon rêve serait d'avoir mon propre studio de beauté dans la communauté. »



KINSHASA

Orienter les jeunes filles vers des métiers moins traditionnels



En RDC, la problématique des enfants et jeunes en situation de rue reste très alarmante. Ils sont des milliers, certains très jeunes, à survivre sans aucune ressource, dans un contexte de violence omniprésente. S'ils sont tous en danger, les jeunes filles sont particulièrement exposées aux risques de violences sexuelles et d'exploitation au sein de réseaux de prostitution.

Aux côtés de nos partenaires établis à Kinshasa, nous accompagnons ces jeunes filles. Au sein de centres d'accueil, elles trouvent une protection et accèdent à leurs besoins de base, ainsi qu'à un accompagnement psychosocial. Lorsque la situation le permet, les psychologues et éducateurs des centres mènent des médiations visant un retour en famille.

Ils veillent aussi à orienter celles qui le souhaitent

vers des formations professionnalisantes qui les mèneront vers l'autonomie. Dans ce cadre, nous faisons face à des choix très traditionnels de la part des jeunes filles : nombre d'entre elles s'orientent vers la coupe et couture ou la coiffure, des métiers pourtant assez bouchés. « Nous avons donc, lors des phases d'orientation, sensibilisé les filles sur la possibilité de se former dans des filières considérées à tort comme masculines (peinture bâtiment, électricité auto, chauffeur...). Quelques filles ont montré de l'intérêt pour ces filières et ont suivi les formations jusqu'au bout », explique Elie Nsana, Expert Insertion Professionnelle à Kinshasa pour Louvain Coopération. « Nous envisageons donc de continuer cette sensibilisation à l'avenir et d'encourager les filles à élargir leurs palettes de choix de métiers. »

Santé, dignité et droits des femmes



La santé des femmes ne peut se résumer à un simple suivi médical et un traitement ponctuel. Avec nos partenaires, nous intervenons selon une approche systémique sur les déterminants de la santé, soit sur l'ensemble des facteurs personnels, sociaux, économiques et environnementaux qui influencent l'état de santé des individus et des populations. Ils incluent, entre autres, le revenu, l'éducation, l'emploi, les conditions de vie, les comportements individuels (comme l'alimentation ou l'activité physique) et l'environnement physique.

BURUNDI

Sensibiliser pour améliorer la santé et la place des femmes

Dans le nord du Burundi, nous déployons plusieurs actions afin d'améliorer la santé des populations, et plus spécifiquement celle des femmes. Intégration de mutuelles de santé communautaires, sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive, dépistages de cancers féminins, travail avec les hommes sur la masculinité positive... Bien plus que leur santé, c'est la place des femmes au sein de la société que ces projets améliorent.



Le **Docteur Adélie** est une femme comme on en croise peu. Médecin conseil pour les mutuelles de santé que nous soutenons avec notre partenaire burundais UCODE-AMR, elle se

bat chaque jour pour renforcer l'accès aux soins dans les villages et briser le tabou du manque de connaissances des femmes sur leur santé. Nous

la rencontrons dans la cour d'un petit centre de santé. Patiemment, avec le sourire, elle nous explique comment, entourée de toute une équipe, elle essaie de changer les choses à son niveau.

« Aujourd'hui encore, au sein de la population burundaise, beaucoup de gens ne se font pas soigner par manque de moyens ou de prévoyance. C'est pour cela qu'il est très important d'encourager un maximum de personnes à intégrer les mutuelles de santé », entame-t-elle. « Mais il faut également informer les gens sur leur santé. Nous organisons donc régulièrement des séances de sensibilisation, qui intéressent et attirent beaucoup de monde. »

Cancers féminins et IST

Une partie des séances de sensibilisation sont réservées aux femmes et visent la prévention des cancers du sein et du col de l'utérus. « On insiste sur les facteurs de risque, les signes précurseurs et sur le dépistage précoce. Parmi l'ensemble des femmes dépistées, plus de 6% étaient atteintes de lésions pré-cancéreuses. C'est considérable ! »

Docteur Adélie aborde également l'hygiène menstruelle avec les femmes, ainsi que la prévention des IST (Infections Sexuellement Transmissibles). « Vous savez, ici, la sexualité est un tabou. On n'en parle pas. Nulle part. Mais, quand je suis là, les femmes ont le temps de me poser toutes

leurs questions en rapport avec la sexualité. Elles peuvent s'exprimer et comprendre pour, ensuite, changer de comportement. »

Quand les hommes deviennent alliés de l'égalité

Dans la plupart des ménages ruraux, toutes les décisions financières sont prises par les hommes. C'est donc à ces derniers que la Docteur Adélie s'adresse pour influencer les choses, à travers la masculinité positive. « L'objectif est de faire comprendre aux hommes que la femme a des capacités, de l'intelligence. Certains pensent que non ! », sourit-elle. « Faire comprendre aux hommes, mais aussi aux femmes, qu'elles peuvent penser, entreprendre des projets, s'exprimer, être représentées, responsables des autres... Malgré la participation de femmes dans différentes instances, il y a encore à faire pour développer le leadership féminin. Il est capital d'aborder ces sujets et je pense qu'en continuant à travailler avec les hommes, on atteindra de meilleurs résultats. »

Ce travail de sensibilisation sur différentes problématiques liées à la santé ne se limite pas au Burundi. Dans le nord du Bénin par exemple, nous menons également plusieurs actions dans ce sens, liées notamment à la nutrition dans la lutte contre le diabète et l'hypertension ou à la santé sexuelle et reproductive.

Qu'est-ce que l'approche systémique en santé ?

Plutôt que de traiter chaque problème de manière isolée, l'approche systémique analyse les causes profondes des inégalités et les interactions entre différents facteurs : accès à l'éducation, nutrition, droits, violences basées sur le genre, accès aux soins, conditions de vie et autonomisation économique.... Cela permet de développer des solutions durables, centrées sur les besoins réels des femmes.

Elle favorise les interventions intersectorielles et la co-construction avec les populations locales et valorise ainsi les savoirs locaux à travers la participation active des femmes et la justice sociale, en plaçant la santé dans un cadre de dignité et de droits humains.

À travers cette démarche, nos actions agissent sur plusieurs leviers en même temps pour un changement réel et durable qui tient compte des besoins complexes des femmes et crée un cercle vertueux bénéfique à toute la communauté. Ainsi, les femmes deviennent artisanes des solutions.



SUD-KIVU

Soulager les peines des survivantes

Les femmes et les enfants du Sud-Kivu subissent de terribles traumatismes, exacerbés, ces derniers mois, par les violences liées à l'invasion du territoire par le M23 (voir page 3). Comment, dans ce contexte tellement compliqué, soulager leurs souffrances ? **Blaise Ombeni**, responsable de notre programme santé dans la région, travaille de concert avec nos partenaires pour soutenir les victimes. « Ces viols ont des conséquences médico-psycho-sociales. Il y a des mutilations, des traumatismes, de lourdes retombées psychologiques et sociales... Il faut donc apporter un appui holistique », explique-t-il.

Nous participons, avec nos partenaires dans la région, à la fourniture de kits PEP (prophylaxie post-exposition) qui permettent d'éviter les IST et grossesses non-désirées à la suite d'un viol. « Mais surtout, nous avons fourni beaucoup d'efforts pour que les soins de santé mentale soient intégrés à la prise en charge des victimes et dans une plus large mesure, aux soins de san-

té primaires. Les victimes bénéficient donc d'un soutien psychosocial individualisé, notamment à travers des groupes de parole encadrés par des psychologues. Certaines survivantes sont stigmatisées dans leur communauté. Nous allons à leur rencontre et les accompagnons également dans le développement d'une activité entrepreneuriale pour renforcer leur autonomie. Il y a aussi des actions de sensibilisation et de promotion de la santé au sein des communautés pour faciliter la réintégration sociale des victimes. » Un travail compliqué par ce conflit qui rend l'accès aux victimes parfois difficile.

Penser l'après

Pour **Miracle Zawadi**, coordinatrice de notre partenaire CAMPS, il est également capital de réfléchir à l'avenir et à la façon de gérer la reconstruction. « Des recherches doivent être menées par rapport à tous ces traumatismes, ce stress, ces victimes. Après ce genre d'événements, il y a



RDC

CONGOPADS : entrepreneuriat et santé féminine

En RDC, l'hygiène menstruelle constitue un véritable problème de santé publique. Faute de moyens, les femmes utilisent des matériaux inappropriés comme protection hygiénique. En résulte de très nombreuses infections, dont certaines, non traitées peuvent entraîner infertilité voire décès.

À travers le projet « Faciliter les initiatives locales en RD Congo » financé par l'Union européenne, nous avons souhaité apporter un appui à l'organisation Congopads, active dans cette problématique. Elle produit et distribue des serviettes hygiéniques lavables, plus sûres et écologiques. Le projet améliore directement la santé intime des femmes tout en favorisant leur autonomie économique. En sensibilisant élèves, femmes et hommes, en opérationnalisant le club d'hygiène sanitaire et environnementale, Congopads brise les tabous liés aux menstruations. Depuis 2022, leur production a quadruplé, touchant des centaines de bénéficiaires. Un impact social, sanitaire et environnemental majeur pour les femmes vulnérables.

Les victimes
bénéficient d'un
soutien psychosocial
individualisé.

toujours une vague d'enfants issus de viols. Que faire pour la communauté, pour ces mamans, pour ces enfants ? Des recherches pourront orienter les décisions, afin de créer des réparations plus durables, sur base de résultats scientifiques, et en tenant compte de l'aspect psychologique pour réellement répondre aux besoins. » Louvain Coopération a effectivement l'intention de poursuivre ses actions en santé mentale dans le prochain programme soutenu par l'État belge. Dans un premier temps, une étude sera menée pour orienter ces actions.

Un partenariat pour l'alphabétisation et l'entrepreneuriat des femmes

Cette année, Louvain Coopération et l'entreprise BIA ont, par l'intermédiaire de notre partenaire Ondernemers voor Ondernemers (OVO), entamé une collaboration autour de l'entrepreneuriat et de l'alphabétisation des femmes au Bénin. Coup de projecteur sur ce partenariat tant humain que financier.

L'entreprise BIA, dont le siège est installé à Overijse, est active dans la distribution de machines destinées aux secteurs minier et de la construction. Présente dans une quinzaine de pays en Afrique de l'Ouest et centrale, elle assure également la maintenance et la formation des techniciens travaillant sur ces machines. Elle a souhaité soutenir jusqu'en 2026 notre projet d'alphabétisation et d'accompagnement entrepreneurial des transformatrices de manioc au Bénin. Bénédicte Passagez et Virginia Cobo Hoyos, respectivement responsables durabilité et santé, sécurité, environnement, nous parlent de cette collaboration.

LC : Comment ce partenariat est-il né ?

BIA : Nous cherchions des partenaires solides qui mènent des projets sociaux en Afrique, dans les pays où nous sommes présents. C'est l'asbl Ondernemers voor Ondernemers (www.ondernemersvoorondernemers.be) qui nous a mis en contact avec Louvain Coopération et le contenu du projet qu'ils ont présenté nous a tout de suite intéressés.



LC : Pourquoi vouloir soutenir des projets de coopération internationale ?

BIA : Nous souhaitons vivement créer un impact durable dans les pays où nous opérons. Cela passe tout d'abord par la création d'emplois locaux, le développement d'un système micro-économique local, par exemple en choisissant, dans la mesure du possible, des fournisseurs locaux, mais également par le soutien à divers projets ayant un impact concret. Il est important pour nous de contribuer au développement économique et social d'une communauté, à la même hauteur que ce que l'on reçoit de cette communauté.

LC : Et pourquoi ce projet en particulier ?

BIA : Ce projet nous a touchés car il vise les femmes et soutient l'entrepreneuriat et l'alphabétisation. La condition de la femme en Afrique est un sujet important pour nous. Il s'agit de donner aux femmes leur juste place dans la société. Elles n'ont pas encore assez accès à l'éducation et n'ont donc pas suffisamment les moyens de se réaliser pleinement. Pourtant ces femmes contribuent de manière significative au bien-être de leur communauté, ce sont de vraies entrepreneuses qui n'hésitent pas à innover et à lancer des activités pour

subvenir aux besoins de leurs familles. Mais quand elles ne savent ni lire ni écrire, ou qu'il leur manque des outils de gestion de base, il leur est difficile d'arriver à prendre la place qui leur revient. Or, on sait que quand on soutient les femmes à travers ce type de projet qui leur permettent de se réaliser, c'est un énorme boost pour en inspirer d'autres, et c'est généralement toute une communauté qui en bénéficie.

LC : Comment cet engagement est-il accueilli par les employés de BIA ?

BIA : Ce type de projet rencontre un engouement fort de la part de tous les employés de BIA, surtout dans les pays où les projets sont déployés à proximité de nos opérations. Le soutien aux communautés locales est un engagement très important pour BIA, qui fait d'ailleurs partie des axes de sa stratégie de durabilité. Pour nous il est important de le faire vivre dans tout BIA, mais également d'en informer nos clients et partenaires sur le terrain, afin d'ouvrir la porte à des possibilités de collaboration avec eux. Aujourd'hui plus que jamais, les jeunes ont envie de travailler pour des entreprises qui s'engagent concrètement dans des projets sociaux.



MobileCare : un projet solidaire porté par une étudiante engagée

Pour la deuxième fois, Esthere Wanko décroche le soutien du Fonds Solidaire, un dispositif de Louvain Coopération qui finance les projets solidaires portés par les étudiantes et étudiants de l'UCLouvain. Inscrite en études de genre à l'UCLouvain, elle relance MobileCare, un projet de santé et de protection pour les enfants des rues à Kinshasa.

LC : Qu'est-ce qui a changé dans ton projet par rapport à la phase pilote ?

E.W : Il s'est enrichi de nouveaux modules de formation sur les droits de l'enfant, les violences basées sur le genre et l'hygiène menstruelle, un accompagnement médical renforcé et une dimension recherche pour influencer les politiques publiques. Les partenariats ont aussi été renforcés, notamment avec le ministère des Affaires Sociales en RDC et une collaboration avec des centres de santé, grâce à Action Sans Frontières, mon partenaire local.

LC : Ton parcours universitaire en études de genre influence-t-il ta manière de concevoir et de mener tes projets ?

E.W : Il m'a permis de développer une lecture plus

fine des inégalités sociales. Je ne conçois plus un projet sans questionner les rapports de pouvoir, les stéréotypes, ni sans intégrer l'analyse intersectionnelle. Les études de genre m'ont aussi appris à valoriser les savoirs locaux, à reconnaître les dynamiques communautaires et à travailler dans une logique de co-construction avec les bénéficiaires.

LC : Comment as-tu grandi personnellement à travers cette expérience ?

E.W : Elle m'a transformée. En tant qu'étudiante, elle m'a permis de sortir du cadre académique et de mettre mes connaissances au service du réel. J'ai appris à écouter, m'adapter, planifier dans l'urgence, gérer des imprévus sur le terrain. En tant que citoyenne du monde, cette expérience a renforcé ma conviction que nous pouvons tous contribuer à réparer les injustices, même à petite échelle. J'ai découvert en moi une force nourrie par le soutien d'autres jeunes, de professionnels et de femmes engagées.

LC : Comment étais-tu perçue à Kinshasa, en tant que jeune femme menant un projet solidaire ?

E.W : ça suscite souvent de l'admiration, car cela bouscule les normes établies et renverse les sté-

réotypes de genre. Mais il y a aussi des résistances implicites et une certaine condescendance. Il m'a fallu prouver davantage, gagner la confiance, me montrer résiliente. Porter ce projet en tant que femme, c'est déjà une forme d'engagement en soi. C'est démontrer que nous avons notre place dans les espaces décisionnels, dans les actions de terrain, dans les processus de changement.

LC : Quelles sont tes ambitions pour l'avenir ?

E.W : Mon rêve est de créer une structure hybride entre recherche, plaidoyer et action de terrain, qui puisse servir de laboratoire d'initiatives locales transformatrices, ancrées dans les réalités des communautés mais ouvertes aux collaborations internationales. Je me vois aussi transmettre, former, encadrer une nouvelle génération de jeunes leaders africaines et africains engagés dans la défense des droits humains et du développement durable.





Habiba Bouali et Caroli Davila, *Chargées de Recherche-Action*, Nathalie Delbar et Mutesi Van Hoecke, *Chargées de projet*, Nana Tounkara et Anne-Claire Willocx, *Chargées de coordination pédagogique et expérimentations*, et Fiona Nziza, *Responsable du service*.

L'Éducation citoyenne à Louvain Coopération : rencontre avec l'équipe

Découvrez
leur profil
↳



L'Éducation citoyenne est plus que jamais essentielle dans un monde confronté aux inégalités, aux crises environnementales et aux rapports de domination. Former des citoyennes et citoyens critiques, solidaires et engagés est au cœur de la mission de Louvain Coopération. C'est pourquoi nous avons décidé de renforcer notre service d'Éducation citoyenne. L'équipe réunit aujourd'hui des profils complémentaires et passionnés.

LC : Quelles seront vos priorités et missions principales ?

Fiona : Notre service est en pleine transformation pour devenir un lieu éducatif critique, ancré dans les luttes pour la justice sociale, écologique et épistémique. Nous voulons en faire un espace d'expérimentation pédagogique, construit en dialogue étroit avec les Suds et les diasporas. Concrètement, nous travaillons sur des thèmes comme la décolonisation, le genre ou l'écologie, en lien direct avec les universités francophones et avec des associations belges et internationales. Nos actions s'articulent autour de deux volets complémentaires. D'une part, l'éducation permanente, qui vise à développer une citoyenneté active par l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives collectives et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques, dans une perspective d'émancipation individuelle et collective. D'autre part, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, centrée sur les milieux scolaires et universitaires, qui sensibilise aux enjeux globaux et encourage la construction d'un monde plus juste, durable et équitable.

LC : Quelle est votre contribution au développement de l'Éducation citoyenne ?

Habiba : Pour moi, l'Éducation citoyenne est un levier d'émancipation. J'analyse les pratiques éducatives et valorise les savoirs situés avec les partenaires Suds et diasporas, pour créer des stratégies pédagogiques inclusives.

Caroli : Elle permet aussi de libérer des savoirs souvent invisibilisés. Nous voulons créer un espace où ces voix puissent s'exprimer pleinement et ouvrir de nouvelles perspectives.

Anne-Claire : Mon rôle est de relier ces réflexions aux réalités vécues par les étudiants et étudiantes

et aux défis globaux. L'Éducation citoyenne doit éveiller les consciences et susciter l'envie d'agir.

Nathalie : Cela passe par la mise en réseau avec des organisations de jeunes en Belgique et dans les pays partenaires.

Nana : Et pour que les étudiantes et étudiants se saisissent vraiment de ces enjeux, nos activités auront pour but de réancrer des notions comme la décolonisation, le féminisme ou l'écologie dans une réflexion critique.

LC : En quoi êtes-vous complémentaires ?

Anne-Claire : Notre service est riche de profils variés. Chacune apporte une expertise particulière, et c'est en confrontant nos regards qu'on enrichit nos projets.

Habiba : Exactement. J'apporte une double casquette, chercheuse et actrice de terrain, ce qui me permet de poser un regard critique sur les rapports de pouvoir, tout en développant des outils concrets.

Caroli : Anne-Claire est très forte en développement d'outils pédagogiques et Nathalie en gestion de projets. De son côté, Nana arrive à créer une véritable communion au sein des groupes, ce qui est essentiel pour nos activités. Habiba a une expertise psychologique sur les questions d'éducation et de justice sociale. Pour ma part, je maîtrise les réflexions relatives à la subjectivité, l'interprétation et, plus précisément, l'herméneutique. Cette dernière approche s'avère précieuse lorsqu'il s'agit de croiser les regards, d'articuler les concepts et de mettre en dialogue différents paradigmes, tout en les restituant dans leurs contextes historiques, géographiques, sociaux et politiques.

Nana : Ce qui nous unit, c'est notre volonté commune de transformer le monde. Nos expé-

riences, nos origines et même nos erreurs nourrissent nos regards. Cette diversité est notre plus grande force.

LC : Quel défi collectif partagez-vous pour les mois à venir ?

Notre défi collectif est de faire émerger un lieu éducatif, critique et transformateur, ancré dans les luttes pour la justice sociale, écologique et épistémique. Nous voulons en faire un espace d'émancipation où se rencontrent pédagogie critique, recherche engagée et soutien mutuel, afin de mieux comprendre les mécanismes d'oppression et de construire ensemble des réponses collectives. Ce lieu portera des approches intersectionnelles, décoloniales et féministes, en s'appuyant sur la co-construction avec les partenaires du Sud, les diasporas et les collectifs engagés, tout en créant des passerelles entre le monde académique, les acteurs de terrain et les jeunes.

Nous souhaitons que ce lieu incarne pleinement nos valeurs et qu'il soit un espace de décentrement des savoirs, nous invitant à un travail de remise en question, d'ouverture et de transformation, à la fois individuelle et collective. Pour qu'il prenne vie, nous voulons le faire rayonner au sein de Louvain Coopération et au-delà, en le pensant comme un espace vivant, inclusif et partagé, ouvert aux rencontres, au renforcement mutuel et au changement. La construction de ce projet sera exigeante, mais nous croyons que notre cohésion interne est une force. En la consolidant, nous pourrions attirer de nouvelles énergies et tisser des liens solides avec les collectifs de Louvain-la-Neuve et d'ailleurs, afin que ce lieu devienne un espace commun où se nourrissent l'engagement et la transformation collective.

Transformer la coopération en partenariats

Rectrice de l'UCLouvain depuis avril 2024, **Françoise Smets** est désormais l'une des principales garantes de la collaboration entre Louvain Coopération et son université. Avec nous, elle revient sur les grandes forces de ce partenariat et sur les défis qui nous attendent.

LC : Qu'apporte à vos yeux une ONG de développement comme Louvain Coopération à l'université ?

F.S. : L'UCLouvain forme évidemment des étudiantes et des étudiants, de futurs professionnels, mais elle forme aussi des citoyens et des citoyennes. Actuellement, il est certain que le travail mené par les ONG est une partie importante de notre citoyenneté et donc, pouvoir y exposer nos étudiantes et étudiants, c'est une manière de participer à cette formation citoyenne. Par ailleurs, des collègues de Louvain Coopération sont impliqués dans des cours. Cela montre aussi que l'université reste attachée au travail mené par l'ONG pour relever les défis auxquels nous faisons face actuellement.

LC : Et, inversement, en quoi l'UCLouvain est un atout pour la mission de Louvain Coopération ?

F.S. : Spontanément, je dirais son expertise scientifique. Les projets de Louvain Coopération sont assez divers, néanmoins ils se focalisent sur certains thèmes bien particuliers : la durabilité, la nutrition, la santé, l'empowerment... Ce sont là autant de thèmes présents de façon très active au sein de l'université. Nous avons des expertes et experts qui peuvent très probablement être sollicités par Louvain Coopération sur de nombreux projets, ou qui peuvent donner leur avis spontanément. Je trouve ça riche.

‘
Travailler en bonne intelligence entre le Nord et le Sud est absolument indispensable.
,

LC : Comment percevez-vous l'avenir de cette collaboration ?

F.S. : La collaboration globalement, j'espère qu'elle se poursuivra. Plus que jamais, je pense que travailler en bonne intelligence entre le Nord et le Sud est absolument indispensable. Mais cela demande aussi de transformer notre manière de travailler ensemble, et de sortir de cette idée de coopération où le Nord aide le Sud. Car nous avons chacun à apprendre de l'autre. Il faut entrer dans une logique de partenariat, plus que de coopération comme on l'a fait pour l'instant. Ce changement de culture va prendre du temps et les collaborations comme celle qu'on partage avec Louvain Coopération sont très importantes dans ce contexte-là. Elles nous rappellent que cela doit aller dans les deux sens.

LC : Y a-t-il des projets qui vous tiennent particulièrement à cœur ?

F.S. : D'abord, j'ai été fort impliquée dans les stages de médecine organisés dans les pays du Sud. Ils intéressent beaucoup nos étudiants et depuis très longtemps, mais ne sont pas simples à organiser. Tous ces stages ne se font pas d'office avec des antennes de Louvain Coopération, mais on constate que c'est beaucoup plus facile, sûr et efficace quand c'est le cas. Parmi les autres projets de Louvain Coopération, il est vrai qu'en tant que pédiatre et gastro-pédiatre, tout ce qui concerne la santé des enfants, la capacité à leur montrer qu'ils peuvent être en charge de leur destinée, et tout ce qui concerne

la nutrition, particulièrement infantile, me tient beaucoup à cœur. La lutte contre les violences faites aux femmes, aussi. C'est un sujet important et difficile, qu'on a souvent traité de manière paternaliste. Je pense qu'il faut d'abord s'approprier les cultures locales pour changer les choses à partir de la base, notamment en éduquant les plus jeunes. Dans l'intervalle, toute voix qui peut être portée et soutenue et toutes les initiatives locales portées par des femmes, sont importantes à soutenir aussi, mais en évitant le paternalisme. Et je pense que Louvain Coopération fait cela très bien, donc j'y suis sensible.

LC : Parmi les mesures du gouvernement Arizona, se trouve une réduction significative des subsides à la coopération internationale. Comment réagissez-vous à cette mesure ?

F.S. : On a fait entendre notre voix et dit clairement que ce n'était pas une bonne idée. Il s'agit de visions court-termistes, de solutions faciles. Oui, le gouvernement et la Belgique sont dans une situation difficile, avec une dette qui ne fait qu'augmenter... On ne peut pas continuer comme ça. Mais choisir la voie la plus facile et se replier sur soi-même n'a jamais été la solution. Donc, on essaie de rappeler cela à chaque fois que l'on peut. Une diminution va être inévitable, mais on essaie de faire du plaidoyer pour qu'elle soit la plus équitable et la plus intelligente possible. Au niveau de l'institution, il est important de préciser que l'on va garder les budgets à l'identique, tout en continuant à évaluer l'efficacité des dispositifs en place et à s'assurer qu'on investisse au mieux cet argent. Et on continuera à faire du plaidoyer en interne et en externe pour essayer de maintenir les choses qui ont prouvé leur efficacité et leur intérêt.

LC : Le conflit qui touche le Sud-Kivu depuis février a poussé de nombreuses ONG de coopération internationale à quitter le territoire. Louvain Coopération a décidé d'y maintenir ses actions malgré la complexité et la fragilité de ce contexte. Comment accueillez-vous cette décision ?

F.S. : D'abord, je souligne le courage de cette décision. Je pense que ce n'est pas facile et j'aime rendre hommage aux personnes qui ont le courage de rester fidèles à leurs engagements. Cela montre aussi le lien très fort que Louvain Coopération a développé avec le Congo. Être resté, continuer à aider, c'est aussi montrer dans ce contexte qu'on a confiance dans le fait qu'ils vont pouvoir sortir de cette nouvelle crise. C'est une petite pierre à l'édifice, mais pour moi, elle est importante. Ce choix est courageux, et certainement difficile pour les personnes qui restent sur place. Qu'on ait pu le soutenir, cela me fait plaisir.



ETUDIANT SOLIDAIRE

Chaque année académique, les étudiants de l'UCLouvain sont invités à devenir Étudiants Solidaires, un programme qui les accompagne et encourage à devenir des citoyens actifs et engagés.

→ Pour s'inscrire, il suffit de cocher la case « Etudiant Solidaire » dans le formulaire d'inscription de l'UCLouvain ou de compléter le formulaire sur notre site web : www.etudiantsolidaire.be.

Appel à projets Fonds Solidaire

01.10 > 31.10

FONDS SOLIDAIRE

Un des avantages du programme Étudiant Solidaire est de bénéficier d'un soutien financier et d'un accompagnement pour mettre en place un projet de solidarité en Belgique ou au Sud Global.

Du 01 au 31 octobre 2025, les Étudiants Solidaires sont invités à soumettre leur candidature.

→ PLUS D'INFOS :
www.louvaincooperation.org/fonds-solidaire.



Ne manquez rien de nos actualités et projets :
inscrivez-vous à notre Newsletter



[THÉÂTRE]

Mort sur le Nil

15.10

à 20h

Salle AGORA, rue du Patronage 9 – Kraainem
(sur le site du centre sportif)

PAF : 20 € en prévente
25 € sur place

Plongez dans l'univers envoûtant et mystérieux de la reine du crime, où une croisière idyllique sur le Nil se transforme en huis clos angoissant... Une enquête haletante menée par le célèbre Hercule Poirot, et interprétée avec brio par la troupe du Théâtre Royal des Parenthèses de Kraainem.

Tous les bénéfices de cette soirée seront reversés à nos projets.

→ INFOS ET INSCRIPTIONS :



Noël avec Louvain Coopération

28.11 > 21.12

Place de l'université, 1348 Louvain-la-Neuve



En décembre, nous serons de retour à Louvain-la-Neige ! Un moment chaleureux, que nous sommes impatients de partager avec vous. Dans notre chalet, vous pourrez découvrir nos projets et acheter des cadeaux originaux pour vos proches, tout en soutenant notre cause.

Il n'est jamais trop tôt pour penser à sa succession. En Belgique, les outils sont nombreux, mais souvent méconnus.

En faisant un legs à Louvain Coopération, vous faites un geste pour vos proches mais, surtout, vous laissez derrière vous une trace indélébile. Saviez-vous que l'avantage fiscal du legs en duo peut être considérable ? Vos héritiers paieront moins de droits de succession étant donné que l'association les prendra à sa charge.

Pour plus d'informations,
n'hésitez pas à consulter votre notaire
ou à contacter Louvain Coopération :
pmiller@louvaincooperation.org
ou 010 390 304
www.louvaincooperation.org

LAISSEZ UNE TRACE...

Retrouvez toutes les
informations relatives à nos
événements sur notre site web



Vous m'avez lu et trouvé intéressant ?

Ne me jetez pas !

Faites connaître Louvain Coopération en m'offrant à une amie, un voisin... ou laissez-moi dans un endroit de passage, le train ou une salle d'attente. Grâce à vous, Louvain Coopération pourra encore agir auprès de nombreuses populations.

MERCI



‘

À ma naissance, c'était la guerre et mes parents ont dû se réfugier en Tanzanie, au camp Mutabila. Confrontés à l'extrême précarité, ils n'ont pas su financer ma scolarité. Quand nous sommes rentrés au pays en 2004, j'étais déjà considérée comme trop âgée pour intégrer l'école. Aujourd'hui, je suis heureuse et fière d'apprendre à lire et à écrire. Je rêve que chacun de mes enfants bénéficie d'une scolarité complète. Mon espoir est qu'ils puissent un jour intégrer l'université, pour leur offrir un avenir différent du nôtre.

’

**JEANNETTE, APPRENANTE EN ALPHABÉTISATION
BURUNDI**

**Pour que d'autres femmes comme Jeannette
puissent apprendre à lire, écrire et compter.**

**Faites un don à Louvain Coopération.
Ensemble, soyons un levier d'émancipation
et de leadership pour les femmes.
BE28 7323 3319 1920**



**DE TOUT CŒUR,
MERCİ DE VOTRE ENGAGEMENT
À CHANGER DES VIES**